
ÉTUDE DE CAS

Exploiter le soupçon, pas les personnes : la Jamestown Foundation et l'exclusion moderne

Canadiens unis contre l'exclusion moderne · 26 février 2025

RÉSUMÉ

Cette étude de cas analyse l'affirmation de la Jamestown Foundation selon laquelle 575 organisations canadiennes seraient sous l'influence du Département du travail du Front uni du Parti communiste chinois. En examinant les groupes nommés, elle constate que le rapport repose sur des critères larges et faibles, traitant la représentation communautaire comme une preuve de cooptation, sans aucun indice de direction. Cette logique illustre l'exclusion moderne : l'expression culturelle et la représentation communautaire ne sont pas considérées comme une participation démocratique, mais comme une preuve de déloyauté.

Introduction

Au début de février 2026, la Jamestown Foundation, un groupe de réflexion basé à Washington, a publié un rapport intitulé « Harnessing the People: Mapping Overseas United Front Work in Democratic States ». Il tire la sonnette d'alarme concernant les plus de 2 000 organisations qu'ils ont identifiées comme faisant partie du Département du travail du Front uni (UFWD) du Parti communiste chinois, dont 575 opèrent au Canada. Selon eux, ces organisations, qui semblent en surface servir la diaspora chinoise, ont été cooptées par le gouvernement chinois pour « représenter la voix du [PCC] » et « constituer une capacité latente que le Parti peut mobiliser pour faire avancer son programme ».

L'affirmation selon laquelle 575 organisations au Canada opèrent sous l'influence d'un gouvernement étranger, qui peut mobiliser leurs membres pour soutenir ce gouvernement, est une allégation grave qui mérite un examen attentif. Malheureusement, Jamestown n'a pas rendu publique sa liste d'organisations du Front uni. CUAME a demandé l'accès à cette liste, mais n'a reçu aucune réponse.

D'après les preuves présentées dans le rapport, la Jamestown Foundation semble traiter des activités telles que la célébration de la culture chinoise, la promotion du commerce Canada-Chine et, de façon générale, la représentation des communautés canadiennes d'origine chinoise comme des preuves concluantes de cooptation par le gouvernement chinois. Ce faisant, elle jette un large soupçon sur toutes les organisations qui représentent les Canadien.nes d'origine chinoise, illustrant une forme d'exclusion moderne où l'engagement culturel et civique est recadré comme illégitime et comme preuve de contrôle étranger.

Le rapport reflète un récit plus large selon lequel tout ce qui n'est pas une opposition à la Chine est traité comme une preuve de loyauté envers elle, et donc comme contraire aux intérêts canadiens. Outre les implications pour la participation civique, ce cadrage risque de rétrécir le champ du débat sur les relations Canada-Chine, particulièrement à un moment où les deux pays semblent entrer dans une phase plus collaborative de leur relation, une phase qui, si elle est gérée avec soin, pourrait apporter des avantages concrets aux Canadien.nes.

L'exclusion moderne en pratique

Jamestown adopte une approche expansive pour définir une organisation de l'UFWD, traitant comme preuve de cooptation tout, depuis le fait d'avoir un membre du conseil d'administration affilié au Front uni, ce qui comprend le Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer (OCAO), jusqu'au simple fait d'avoir « assisté à des événements aux côtés de représentants du système du Front uni ».

Les sections suivantes examinent certaines des organisations canadiennes explicitement identifiées comme faisant partie de l'UFWD, qui représentent 1,4 % du réseau que Jamestown affirme exister au Canada.

Prises ensemble, un schéma cohérent se dégage : Jamestown présente des activités observables qui mettent la culture chinoise sous un jour favorable ou qui semblent s'aligner sur les intérêts du gouvernement chinois comme preuve que le PCC était derrière ces activités.

Ce raisonnement repose sur une présupposition implicite selon laquelle une telle conduite ne se produirait pas sans direction du PCC. Or Jamestown ne présente pas de preuves que ces groupes ont été cooptés par l'UFWD, s'appuyant plutôt sur une inférence incorrecte qui traite les expressions perçues comme « pro-Chine » comme preuve de contrôle étatique. Il existe de nombreuses raisons pour

lesquelles des Canadien.nes peuvent s'engager dans de telles activités, notamment célébrer la culture et la langue de leur patrimoine. En l'absence de preuves d'influence, le rapport n'équivaut à rien de plus qu'une critique de l'engagement civique légitime.

China Cultural Centre in Vancouver

Les « preuves » de cooptation : Lors de la cérémonie d'ouverture du centre, le PDG a déclaré que leur objectif était de « bien raconter les histoires chinoises, montrer le charme de la culture chinoise, bien diffuser la culture chinoise, et s'efforcer d'en faire une plateforme d'échanges culturels et de coopération entre la Chine et le Canada ».

Analyse : Pour avoir publiquement exprimé sa fierté de la culture chinoise et son soutien aux échanges interculturels, cette organisation a été étiquetée comme faisant partie du Front uni. Or Jamestown ne fournit aucune preuve que de telles déclarations reflètent une cooptation par le PCC, ce qui suggère que le raisonnement du rapport assimile la fierté culturelle à une allégeance politique envers un gouvernement étranger.

Canada-China Friendship Society of Edmonton

Les « preuves » de cooptation :

- Son président a assisté à la 10e Conférence pour l'amitié des associations de Chinois d'outre-mer, où le président Xi était également présent pour saluer les participant.es. - Ils ont organisé des événements communautaires mettant en valeur la culture chinoise, comme la calligraphie chinoise.

Analyse : Comme dans le cas du China Cultural Centre ci-dessus, Jamestown traite encore une fois la célébration culturelle comme preuve d'appartenance à l'UFWD.

La présence du président à une conférence en Chine se rapproche davantage d'une forme de contact avec l'UFWD. Cependant, la simple présence à un événement n'équivaut pas à une cooptation. Si la présence suffisait à établir un contrôle, la définition serait si expansive que quiconque a déjà assisté à un événement public impliquant des responsables chinois.e pourrait être considéré.e par la Jamestown Foundation comme coopté.e par l'UFWD.

Jamestown souligne également qu'un événement organisé par la société en 2019 était lié au 70e anniversaire de la fondation de la RPC et que des représentants « ont utilisé la plateforme pour louer les progrès matériels de la RPC, sa force manufacturière et son respect des minorités ethniques ». Jamestown est certainement en droit de critiquer ces points de vue. Cependant, exprimer des opinions positives sur la Chine ne constitue pas en soi une preuve de cooptation ou de direction étatique.

L'implication semble être que si une organisation célèbre la culture chinoise, assiste à des événements associés à l'État chinois, ou parle positivement de la Chine de quelque façon que ce soit, elle doit

nécessairement avoir été cooptée par l'UFWD. Ce raisonnement illustre l'exclusion moderne : traiter l'engagement culturel comme preuve de déloyauté envers le Canada.

Ottawazine Globe Inc.

Les « preuves » de cooptation : Ils fournissent « les dernières nouvelles sur la communauté chinoise et [créent] du contenu multilingue pour enrichir le dialogue culturel ».

Analyse : Le rapport n'identifie aucun lien allégué entre ce média et l'UFWD. Fournir des nouvelles sur la communauté chinoise et publier du contenu multilingue ne constitue pas une preuve de coordination avec, ou de direction par, un gouvernement étranger. En l'absence de telles preuves, la désignation comme organisation de l'UFWD ne repose pas sur une affiliation alléguée, mais sur le simple fait que le média dessert un public sinophone. Étiqueter le journalisme comme influencé par l'étranger simplement en raison de la langue utilisée illustre davantage comment la Jamestown Foundation contribue à l'exclusion moderne des Canadien.nes d'origine chinoise.

Associations conservatrices et libérales chinoises canadiennes

Les « preuves » de cooptation : La Chinese Canadian Conservative Association et la Chinese Canadian Liberal Association sont listées comme organisations du Front uni, or le rapport n'explique pas quelles actions, affiliations ou preuves justifient leur inclusion.

Analyse : En l'absence de toute explication, la désignation semble reposer non sur la conduite, mais sur le fait que ces associations représentent des Canadien.nes d'origine chinoise. Confondre la représentation communautaire avec un alignement politique étranger est profondément préoccupant. Selon cette logique, la simple existence d'associations politiques chinoises canadiennes devient un motif suffisant de soupçon.

Groupes communautaires fujianais au Canada

Les « preuves » de cooptation : Jamestown étiquette également les groupes communautaires fujianais au Canada comme faisant partie de l'UFWD parce qu'au début de la pandémie de COVID-19, ces groupes ont fait don de masques N95 et d'autres fournitures médicales à Fuzhou après que la Fédération de Fuzhou des Chinois d'outre-mer rentrés et l'OCAO ont demandé de l'aide aux groupes communautaires fujianais du monde entier.

Analyse : Le raisonnement semble être que répondre à une telle demande constitue une preuve d'affiliation au Front uni. Or faire don de fournitures médicales pendant une crise sanitaire mondiale ne démontre pas, sans plus, une direction politique ou une cooptation.

Dans une étude de cas précédente (disponible ici), nous avons documenté des allégations similaires formulées par Dotting the Map. Les auteur.es de ce rapport avaient des intentions semblables à celles de

la Jamestown Foundation, sauf qu'ils se concentrent sur le fait de nommer des individus qu'ils considèrent comme des mandataires du Front uni plutôt que des organisations. Comme nous l'avons noté dans cette étude, le fait que des Canadien.nes d'origine chinoise aient envoyé des EPI en Chine ne signifie pas qu'ils l'ont fait sur instruction du gouvernement chinois. Il existe de nombreuses explications plausibles : par exemple, l'inquiétude face à la propagation mondiale de la COVID-19 à un moment où les cas étaient concentrés en Chine, ou le désir d'aider des familles en Chine et des communautés confrontées à des pénuries de fournitures vitales. Inférer un contrôle à partir de la seule conduite, c'est présumer, sur la base de l'ethnicité, que certain.es Canadien.nes agissent non comme citoyen.nes autonomes, mais comme instruments d'un État étranger.

Les implications de l'exclusion moderne

Cette étude de cas a examiné plusieurs des organisations identifiées dans le rapport de Jamestown comme faisant partie du Front uni au Canada. D'après les propres preuves du rapport, le seuil utilisé pour justifier ces désignations est remarquablement bas. Le rapport ne démontre ni coordination, ni direction, ni même affiliation avec l'UFWD. Dans la plupart des cas, il n'essaie même pas de le faire.

Au lieu de cela, la Jamestown Foundation traite la célébration culturelle, les médias multilingues et la représentation générale des Canadien.nes d'origine chinoise comme des indicateurs suffisants d'affiliation au Front uni. Leur logique est que tout ce qui n'est pas une opposition à la Chine est traité comme une preuve d'alignement et d'influence. Les organisations deviennent suspectes non en raison d'une direction étrangère démontrée, mais en raison de qui elles représentent et des positions qu'elles adoptent, ou n'adoptent pas, publiquement.

Ce ne sont pas des accusations anodines. Si on les prend au pied de la lettre, elles pourraient être interprétées comme des preuves d'une « conduite subreptice ou réceptive » engagée « sous la direction, ou en association avec, une entité étrangère ». En vertu de la Loi sur l'ingérence étrangère et la sécurité de l'information de 2024, cette infraction est passible d'une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité.

En ne nommant pas publiquement les organisations qu'ils allèguent faire partie du Front uni, l'effet de ce rapport est de jeter le soupçon sur chaque organisation qui représente des Canadien.nes d'origine chinoise.

En fait, le soupçon généralisé a peut-être été le but. Les messages publics entourant le rapport ont amplifié la perception d'un vaste réseau d'agents étrangers opérant au Canada. Le député Shuv Majumdar a écrit que « Beijing a bâti un réseau de plus de 500 organisations liées à l'intérieur de notre pays, plus que n'importe lequel de nos alliés démocratiques ». Le sénateur Leo Housakos a de même

souligné des chiffres alarmants : « Plus de 2 000 organisations liées au PCC opèrent dans les démocraties occidentales. Le Canada mène avec plus de 500 actives sur notre sol. »

Cela peut avoir de graves conséquences pour la capacité de ces organisations à servir leur communauté, comme nous le documentons dans une étude de cas précédente (disponible ici) portant sur deux d'entre elles qui ont été alléguées être des « postes de police » chinois non pour leurs actions, mais pour une association perçue avec la Chine. Elles ont subi d'importantes compressions budgétaires et un grave préjudice réputationnel alors qu'elles faisaient l'objet d'une enquête de la GRC pendant plus de deux ans, au cours de laquelle aucune accusation n'a été portée.

Il est clair que Jamestown ne reconnaît pas le préjudice que leur rapport cause à la communauté canadienne d'origine chinoise. Outre leur manque de transparence, rien n'indique non plus qu'ils aient consulté les organisations qu'ils étiquettent comme faisant partie du Front uni, ni qu'ils leur aient donné l'occasion de répondre aux graves allégations portées contre elles.

On peut critiquer le gouvernement chinois, débattre des mérites de l'engagement avec la Chine, et même s'opposer à la célébration de la culture chinoise. Mais étiqueter des organisations comme instruments de la RPC simplement en raison des événements qu'elles organisent ou des points de vue qu'elles défendent n'est pas une défense de la démocratie. C'est une stigmatisation qui renforce le soupçon racialisé et contribue à la réalité de l'exclusion moderne à laquelle de nombreux.ses Canadien.nes d'origine chinoise sont déjà confronté.es.

References

1. https://jamestown.org/wp-content/uploads/Jamestown_UF_Report.pdf
2. <https://www.pm.gc.ca/en/news/news-releases/2026/01/16/prime-minister-carney-forges-new-strategic-partnership-peoples>
3. <https://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/O-5/section-20.3.html?txthl=surreptitiously+surreptitious+deceptive+conduct>
4. <https://x.com/shuvmajumdar/status/2022041892129546464>
5. <https://x.com/SenatorHousakos/status/2021983412551033272>